

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

SK/GC/AG

U° 820

1717

ARRETE

n° **0 1 2 8 9 5** du **17 OCT. 2001** portant
dérogation aux prescriptions de distance applicables à une Installation
Classée soumise à déclaration au titre de la rubrique n° 2101-2-b de la
nomenclature, par voie de prescriptions spéciales
M. Pascal WOLFERSPERGER à RODEREN

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment l'article 30 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 930501 du 2 avril 1993 portant agrément des prescriptions générales relatives à la rubrique n° 58-1-a de la nomenclature des Installations Classées (animaux et être vivants : vaches laitières lorsque le nombre d'animaux en présence simultanée es compris entre 40 et 80) ;
- VU** la demande de dérogation, datée du 5 août 2001, déposée par M. Pascal WOLFERSPERGER, 1 rue de Cernay à RODEREN ;
- VU** le dossier annexé à la demande ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 août 2001 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du **06 SEP. 2001** ;

CONSIDERANT qu'il convient, pour la construction d'un bâtiment d'élevage, de déroger aux prescriptions de distance aux articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n° 930501 du 2 avril 1993 ;

CONSIDERANT que l'élevage sera conduit sur aire paillée ;

CONSIDERANT que les travaux projetés s'inscriront partiellement dans le cadre d'une opération de mise aux normes de l'élevage ;

CONSIDERANT les conditions de topographie ;

CONSIDERANT la nature et la vocation du local régulièrement occupé par un tiers qui a motivé la demande de dérogation, à savoir un hangar affecté au stockage de matériel agricole ;

CONSIDERANT les mesures compensatoires proposées destinées à préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

ARTICLE 1

En application des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n° 930501 du 2 avril 1993, monsieur Pascal WOLFERSPERGER 1, rue de Cernay à RODEREN est autorisé à déroger aux prescriptions de distance par rapport à un local régulièrement occupé par un tiers et par rapport à des piscicultures.

ARTICLE 2

Cette dérogation concerne l'implantation d'un bâtiment d'élevage et de ses annexes, sur le territoire de la commune de RODEREN (section 35, parcelles 91 et 158)

- a) à une distance inférieure à 100 mètres par rapport à un local régulièrement occupé par un tiers, sans toutefois que cette distance ne puisse être inférieure à 50 mètres,
- b) à une distance inférieure à 500 mètres par rapport à des piscicultures, sans toutefois que cette distance ne puisse être inférieure à 200 mètres,

ARTICLE 3

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (plans, notice, étude, ...).

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures susceptibles de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans que l'exploitant ne puisse prétendre à aucune indemnité, ni à aucun dédommagement.

ARTICLE 4

La présente dérogation ne dispense par l'exploitant des formalités et accords exigibles au titre d'autres réglementation.

ARTICLE 5

Pendant la période des travaux de construction, l'exploitant prend toutes mesures pour supprimer ou limiter les risques de pollution accidentelle des ressources en eau. Il informe, sans délai, l'inspecteur des installations classées de tout incident ou accident.

Le bénéficiaire de la présente dérogation informe le Préfet de la date de réception des travaux.

ARTICLE 6

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, le Directeur des services vétérinaires chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Pour le préfet
et par délégation
Le chef de bureau



Christian AULEN

Fait à Colmar, le 17 octobre 2001

Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Signé

Olivier LAURENS-BERNARD

Délai et voie de recours La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de STRASBOURG. Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification, pour le demandeur, ou pour l'exploitant. Il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la présente décision (article L.514-6 du Titre 1er du Livre V du code de l'environnement).